

6.1 Consommation des ménages

En 2016, en volume, la **dépense de consommation finale des ménages** augmente plus fortement qu'en 2015 (+ 2,3 %, après + 1,4 %). Elle contribue pour 1,5 point à la croissance du produit intérieur brut. Son évolution retrouve son rythme d'avant-crise. Cette croissance est en partie portée par les biens durables. La **consommation effective des ménages**, qui inclut en outre les dépenses directement financées par la collectivité, progresse un peu moins vite que la dépense de consommation des ménages en 2016 (+ 2,1 % en volume). La légère accélération de la **dépense de consommation individualisable** des administrations publiques ne compense pas la décélération de celle des **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**, et toutes deux augmentent plus faiblement que la dépense de consommation des ménages.

En valeur, le **revenu disponible brut des ménages** s'accroît à un rythme plus soutenu qu'en 2015. Cette évolution intervient dans un contexte de reflux des prix. En conséquence, après un rebond en 2014 et une décélération en 2015, le **pouvoir d'achat** accélère nettement en 2016. C'est d'ailleurs sa plus forte hausse depuis la crise de 2008. Comme le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages, le revenu moyen par unité de consommation s'accroît nettement. Le pouvoir d'achat du **revenu arbitral** individuel accélère sensiblement car les **dépenses « pré-engagées »**, qui viennent en déduction du revenu disponible, augmentent moins vite que les autres dépenses. Cette moindre hausse

est due à la baisse des prix des dépenses énergétiques dans les logements et au repli de la consommation en services financiers lié notamment aux très nombreuses renégociations des taux d'emprunts immobiliers.

Les achats d'automobiles, neuves ou d'occasion, contribuent le plus à la hausse de la dépense en 2016, confirmant le redressement amorcé en 2015. Comme en 2015, les ménages s'orientent davantage vers les voitures à essence : leur nombre d'immatriculations progresse vivement alors que celui des voitures diesel, minoritaires depuis 2015, recule à nouveau fortement. Les ménages privilégient toujours les petites cylindrées bien que la part de ces dernières diminue. Les **dépenses liées au logement** continuent à augmenter avec un budget chauffage qui reste dynamique.

En 2016, la dépense de consommation en biens et services de communication continue à croître en volume. En revanche, son prix continue de se replier. Les services de communication représentent plus des trois quarts de la consommation en communication. Leur volume progresse modérément, porté par la migration des clients vers les abonnements à très haut débit. En 2016, les dépenses liées à la culture et aux loisirs accélèrent en volume. Le dynamisme de la consommation en appareils électroniques et informatiques, ainsi qu'en services culturels et récréatifs, y contribue, de même que les activités sportives, récréatives et culturelles marchandes. ■

Définitions

Dépense de consommation finale des ménages : recouvre les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.). La dépense de consommation finale des ménages inclut la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elle inclut également les loyers imputés qui sont représentatifs des services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement.

Consommation effective des ménages, dépense de consommation en logement, dépense de consommation individualisable, dépenses pré-engagées, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), pouvoir d'achat, revenu arbitral, revenu disponible brut des ménages : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En 2016, la hausse du pouvoir d'achat des ménages stimule leur consommation », *Insee Première* n° 1658, juillet 2017.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « Les comptes de la nation en 2016 – Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Consommation des ménages 6.1

Consommation des ménages par fonction

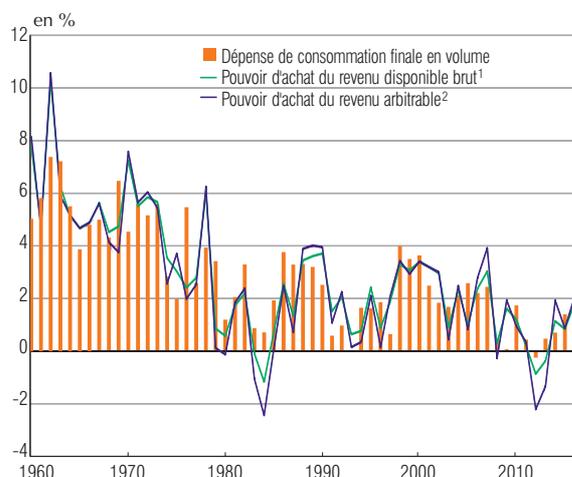
	Consommation en milliards d'euros		Variation annuelle en volume en %			Poids dans la valeur de la consommation effective en %	
	2016	2014 (r)	2015 (r)	2016	2006	2016	
Alimentation et boissons non alcoolisées	158,6	1,1	1,0	1,2	9,8	10,1	
Produits alimentaires	145,2	1,1	0,8	1,2	9,0	9,2	
dont : pain et céréales	25,7	1,2	2,2	2,1	1,5	1,6	
viandes	36,9	-0,7	-0,9	-0,8	2,5	2,3	
poissons et fruits de mer	8,9	-1,1	-1,4	-0,3	0,6	0,6	
lait, fromages et oeufs	20,5	-0,1	0,7	1,5	1,3	1,3	
fruits et légumes	32,0	4,2	1,3	3,2	1,8	2,0	
Boissons non alcoolisées	13,5	0,9	3,3	1,3	0,8	0,9	
Boissons alcoolisées et tabac	41,7	-2,7	1,4	0,7	2,6	2,6	
Boissons alcoolisées	21,0	-1,0	1,5	0,2	1,3	1,3	
Tabac	20,8	-4,4	1,3	1,1	1,3	1,3	
Articles d'habillement et chaussures	45,0	1,1	1,1	-0,7	3,6	2,9	
Logement, chauffage, éclairage	311,1	-1,2	1,1	1,3	18,8	19,7	
dont : location de logement	226,1	1,2	1,2	1,1	13,7	14,3	
chauffage, éclairage	49,3	-11,7	2,2	2,5	2,9	3,1	
Équipement du logement	57,7	0,3	1,2	1,2	4,2	3,7	
Santé	49,6	1,7	2,0	2,6	3,0	3,1	
Transport	155,4	-0,5	2,5	4,1	10,7	9,9	
dont : achats de véhicules	40,6	-1,7	5,2	7,3	3,0	2,6	
carburants, lubrifiants	33,5	0,2	1,6	2,0	2,6	2,1	
services de transports	28,1	0,8	1,0	3,8	1,6	1,8	
Communications	30,7	4,8	4,2	4,1	2,5	1,9	
Loisirs et culture	100,5	1,5	1,2	2,8	7,4	6,4	
Éducation	11,3	1,4	2,6	2,1	0,6	0,7	
Hôtels, cafés et restaurants	82,5	1,6	0,4	3,0	5,1	5,2	
Autres biens et services	143,2	1,7	1,0	0,7	9,4	9,1	
dont : soins personnels	29,7	1,7	0,6	-0,2	1,9	1,9	
assurances	49,7	0,9	1,3	2,5	3,0	3,2	
Correction territoriale	-1,3	-38,5	-2,0	-78,6	-0,9	-0,1	
Dépense de consommation des ISBLSM¹	46,8	2,6	2,2	1,0	2,6	3,0	
Dépense de consommation des APU²	343,6	2,1	1,5	1,6	20,8	21,8	
dont : santé	157,7	3,7	2,8	2,8	9,4	10,0	
éducation	96,2	0,9	0,5	0,6	6,2	6,1	
Consommation effective des ménages	1 576,5	1,1	1,4	2,1	100,0	100,0	

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages de 1960 à 2016



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Dépense de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'UE en 2015

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	10,5	13,4	13,3	14,3	8,4
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3,2	3,9	3,5	4,1	3,9
Articles d'habillement et articles chaussants	4,8	4,3	3,9	6,3	5,7
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	24,0	23,0	26,3	23,8	25,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	6,6	4,2	4,9	6,2	4,8
Santé	5,4	4,2	4,2	3,4	1,7
Transports	14,4	10,8	12,9	12,0	14,0
Communications	2,8	2,4	2,6	2,3	2,0
Loisirs et culture	8,9	6,9	8,3	6,7	9,8
Enseignement	0,8	1,8	0,9	1,0	1,6
Restaurants et hôtels	5,4	15,9	6,7	9,9	9,7
Autres biens et services	13,2	9,3	12,3	9,9	12,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Eurostat (extraction du 25 août 2017).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le gain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales